

SUD - Inrap

Tous ensemble !

Après la décentralisation des monuments historiques et l'offensive contre l'Inrap en 2003, avec la mise en concurrence des fouilles archéologiques, Christine Albanel poursuit la politique d'éclatement du ministère de la culture et de liquidation de nos conditions de travail, en appliquant brusquement et sans concertation la RGPP.

Plusieurs journées d'action ont eu lieu pour manifester le refus d'une telle politique par les personnels de la culture. Le ministère fait semblant d'écouter, suspend ou gèle un moment ses projets, prend des engagements qu'il ne tient pas ... et continue sa politique.

A l'Inrap, c'est la totalité des fouilles que le gouvernement envisage de basculer au privé!

Successions de grèves

12 mars les cheminots, puis les postiers ; 15 mai la fonction publique ; 22 mai secteur public sur les retraites ; le 24 les enseignants ; le 29 l'AFPA ; les Impôts en reconductible ; le 10 juin les dockers sont appelés à reprendre le travail pour laisser place aux fonctionnaires sur la RGPP et cheminots sur le Fret, le 12 les travailleurs sociaux et le livre, le 13 la Météo, le 17 pour les retraites ; le 18 le secteur hospitalier privé ; le 19 dans la recherche, etc., etc. La liste est longue et incomplète!

Les archéologues ne sont pas les derniers à se mobiliser, mais la multiplication de ces conflits ressemble plus à une dispersion qu'à une grève générale.

SUD Culture Solidaires a pris toute sa part à la mobilisation, par volonté de maintenir l'unité de ceux qui veulent s'inscrire dans l'action. Nous faisons là le choix de tenter de construire un véritable rapport de force.

Nous répétons une nouvelle fois qu'il est urgent d'engager un débat avec les personnels pour rassembler sur les objectifs revendicatifs et l'action.

Notre but n'est pas de proclamer à quelques-uns que nous serions les meilleurs et d'ignorer la grande majorité de nos collègues de travail qui ne sont pas d'accord avec la politique du gouvernement, mais ne participent plus à ces actions. Notre but n'est pas non plus de faire des effets d'annonce avec des appels guerriers pour passer dans les journaux et de voir même des militants décrocher.

Face au manque d'efficacité des luttes sectorielles, nous appelons à participer à toute journée qui rassemblera les salariés du public et du privé, et à la tenue d'assemblées générales pour envisager une convergence des luttes par la grève reconductible comme résistance face aux attaques de ce gouvernement.

Si la grève générale ne se décrète pas, au moins elle se discute !

Parce que nous voulons agir « tous ensemble » nous travaillons à tout ce qui rassemble.



Bienvenue à Eurosatory, le marché de la mort



Du 16 juin au 20 juin 2008, se tient EURO-SATORY, le salon international

de la défense terrestre, aéroterrestre et de la sécurité, salon officiel du commerce des armes organisé tous les deux ans au parc des expositions de Paris-Nord - Villepinte (93), avec pour slogan "Préparer la défense du futur".

Comme le vante la pub officielle, Eurosatory 2008 c'est : "60 000 m² d'exposition intérieure et 60.000 m² d'exposition extérieure, 1 200 exposants de 50 pays, 30 pavillons nationaux, 72% d'exposants étrangers, la gamme mondiale la plus étendue de matériels et de services (Produits, services et secteurs industriels concernés), et aussi 50.000 visiteurs de 145 pays, 600 journalistes internationaux, 110 délégations officielles".

Vendeurs et acheteurs potentiels d'engins de mort vont pouvoir "échanger" leur savoir-faire en matière d'armement et se livrer à de nombreuses "démonstrations" officielles. Ils y parleront de "défense", de "sécurité", de "méchants", d'axe du mal, de "terrorisme". Mais ils éviteront soigneusement de prononcer le mot "guerre", synonyme de destruction à grande échelle. C'est vrai que : "Eurosatory : Préparons la Guerre de Demain", ça ne ferait pas un bon slogan pour l'être humain lambda! Mais chut ! Ne dites pas que les armes tuent, ce qui importe ici c'est que ça rapporte le maximum de fric !

Le terrain aura été préparé par nos propres responsables politiques

: "Si tu veux la paix, prépare la guerre" (Kouchner - septembre 2007), adage bien poussiéreux et tout aussi nauséeux, ou encore "la bombe ou le bombardement" (Sarkozy - août 2007) au sujet de l'Iran.

Combien de populations civiles vont-elles encore subir l'archaïsme de décisions prises après la tenue de tels propos ?

Et pourtant, parmi les 50 000 visiteurs attendus, combien viennent de pays ou les peuples sont opprimés, muselés par



des dictatures militaires, des partis uniques, des théocraties, etc., pays sur lesquels ne pèse aucun embargo? C'est la stratégie du surarmement qui se vend dans ce salon et la préparation des guerres de demain qui décimeront les populations civiles.

Il est plus que jamais indispensable de le crier :

La paix ne se prépare que grâce au courage et à la volonté politique.

Mais pourquoi donc Sud Culture Solidaires se mêle-t-il de cela ? Quel point commun entre Défense et Culture ?

Parce que ce mardi 17 juin 2008 (jour de fermeture au public), les responsables du Musée du Louvre, pour la 6ème fois consécutive, déroulent le tapis rouge devant ces sombres marchands et acheteurs.

C'est entre un raout sous la pyramide et une visite privée des chefs-d'oeuvre que vont se nouer des contacts et se finaliser des contrats. Une nouvelle fois, sans le moindre état d'âme, notre administration loue des espaces prestigieux de notre patrimoine contre des espèces sonnantes, trébuchantes et nauséabondes.

Notre organisation syndicale SUD Culture Solidaires manifesterà à cette occasion, comme elle le fait tous les deux ans, son opposition à cette manifestation guerrière. Elle manifesterà parce qu'elle refuse que de hauts lieux de Culture, comme le musée du Louvre, qui sont au centre des échanges pacifiques entre les hommes, femmes, et enfants du monde entier, deviennent des officines macabres, des lieux de réjouissance pour ceux qui participent à la destruction de leurs semblables, pour toujours plus de puissance et de profit !

Une nouvelle fois, Sud Culture Solidaires interpelle Christine Albanel, ministre de la Culture et le président-directeur du musée du Louvre afin qu'il soit mis fin à cette mise à disposition du personnel, des lieux et des oeuvres du "plus prestigieux musée du monde".



4e congrès national de l'Union syndicale Solidaires

Le 4e congrès national de l'Union syndicale Solidaires s'est tenu du 3 au 5 juin à Saint-Jean-de-Monts (Vendée). 350 congressistes, venus des 43 fédérations ou syndicats professionnels et des unions départementales interprofessionnelles, ont exprimé leur volonté d'ancrer durablement Solidaires dans le paysage syndical et d'être un outil pour construire les rapports de forces nécessaires face à la politique de destruction sociale généralisée menée par le gouvernement et le patronat.

Le congrès a réaffirmé la nécessité de tracer la perspective d'un mouvement d'ensemble, d'un affrontement global inévitable avec ce gouvernement ;

Le congrès a confirmé sa volonté de travailler à l'unité d'action, au plan national comme au plan local, sans mettre de côté le nécessaire débat avec les autres organisations syndicales aussi bien sur les questions de stratégies d'action que sur les revendications.



Sur la représentativité syndicale, le congrès a refusé le reformatage du paysage syndical par le haut contenu dans la position commune et le projet de loi du gouvernement qui ne permet pas d'instaurer une véritable démocratie sociale basée sur le libre choix des salarié-es. Le congrès a montré la détermination de toute l'Union syndicale Solidaires à passer la barre des 5% lors des élections prud'hommes du 3 décembre prochain afin de prouver que Solidaires se développe dans le secteur privé et qu'il faudra compter avec Solidaires dans l'avenir, quelles que soient les volontés des uns et des autres de marginaliser un syndicalisme de luttes et de transformations sociale. L'Union syndicale Solidaires a toujours affirmé depuis sa création que son existence n'était pas une fin en soi, mais un outil pour peser dans le débat syndical, travailler à une recomposition du champ syndical afin que le syndicalisme soit à la hauteur des enjeux actuels et réponde aux besoins des salarié-es en terme de revendications, de pratique syndicale et de transformation sociale.

...
Les congressistes ont chaleureusement salué les délégations syndicales internationales invitées à ce congrès venues d'Algérie, de Palestine, du Sénégal, du Burkina-Faso, d'Espagne, de Pologne, du réseau international TIE.

Diverses organisations syndicales et associatives ont tenu à être présentes : CGT, FSU, UNSA, UNEF, Confédération Paysanne, LDH, DAL, RESF, CNDP, AC, Marches européennes contre le chômage ; d'autres, ne pouvant être présentes, avaient envoyé des messages : CGC, CDMT (Martinique), ESK (Pays Basque-Espagne), USTKE (Kanaky), Droits Devant, Marche mondiale des femmes, MNCP. Cette large participation d'organisations internationales et françaises témoigne des liens et des contacts noués par Solidaires ces dernières années.

Les quatre résolutions d'orientation ont été adoptées à plus de 90%, comme le rapport d'activité et les motions d'actualité. Pour la première fois, une résolution sur les questions environnementales et la crise écologique a été débattue et adoptée, jetant les bases d'un travail à poursuivre sur l'articulation des questions sociales et des questions écologiques.



Un secrétariat national renforcé a été mis en place ; il est composé d'Eric Beynel, Annick Coupé, Jean Louis Galmiche, Pierre Khalfa, Catherine Lebrun, Thierry Lescant, Christian Mahieux, Jean-Michel Nathanson, Patrice Perret. Annick Coupé reste Déléguée générale.

Le congrès de Bobigny en 2004 restait encore marqué par l'histoire de chacune des organisations qui composent Solidaires. Dix ans après la création statutaire en 1998 en Union syndicale interprofessionnelle, qui faisait suite au groupe des 10, le congrès de St Jean de Monts a été tourné vers l'avenir et a prouvé la cohésion revendicative et politique de l'Union syndicale Solidaires qui veut être un outil syndical utile aux salariés, précaires, chômeurs et retraités.

Sans-papiers : la responsabilité de l'Europe. Une Tribune appuyée par de nombreuses personnalités

Mercredi 18 juin sera soumis à l'approbation du Parlement européen le projet de directive dite " retour " visant à harmoniser les conditions dans lesquelles les migrants irréguliers sur le territoire de l'Union européenne doivent être détenus et " reconduits ".

Il apparaît avant toute chose nécessaire de rappeler la réalité que recouvre l'expression pudique de " retour ". L'expulsion est une violence qui multiplie les uns par les autres les traumatismes de l'arrestation inopinée, de l'emprisonnement, de la perte de son logement, d'une perte d'emploi, de la spoliation de la totalité de ses biens, parfois de la séparation brutale de son conjoint et de ses enfants, de la dislocation de tout lien avec son milieu et d'une reconduite contrainte, éventuellement assortie de violences.

C'est une humiliation dont on ne se remet pas. Le pays dans lequel on avait placé l'espoir d'une existence nouvelle, qu'on avait parfois bataillé des années pour rejoindre, vous rejette, vous expulse et vous dépose sans bagage sur un Tarmac où personne ne vous attend.

Même quand les expulsés ont des proches au pays, la honte les empêche parfois de les rejoindre : celui qui faisait vivre toute une famille est devenu une charge. Nombre d'expulsés finissent désespérés, désocialisés, à la rue... Il faut que ceux qui votent la loi le sachent.

Le projet de directive européenne soumis aux parlementaires reflète

en partie la brutalité du sort réservé aux sans-papiers : jusqu'à dix-huit mois d'internement pour le seul fait d'avoir franchi des frontières et de vouloir vivre en Europe ; rétention et expulsion de mineurs et de personnes vulnérables (femmes enceintes, personnes âgées, victimes de torture...); possibilité d'expulser des personnes vers un pays de transit, même en l'absence de lien avec ce pays ; interdiction de retour sur le territoire européen pour une durée de cinq ans de ceux ayant été expulsés ; absence d'obligation de fournir un titre de séjour aux étrangers souffrant de maladies graves ; application aux mineurs isolés de l'ensemble de ces mesures.

UN RÉGIME D'EXCEPTION

Officiellement, le projet de directive " retour " vise à encadrer les conditions de rétention et à en limiter la durée dans ceux des pays européens dont la législation tolère un internement théoriquement indéfini. Nous craignons qu'elle devienne la norme européenne sur laquelle vont être tentés de s'aligner tous les pays de l'Union. Pour preuve, l'Espagne vient d'annoncer le passage de sa durée maximale de rétention de trente à quarante jours et l'Italie de deux à dix-huit mois !

Si elles étaient adoptées, les dispositions du projet de directive " retour " placeraient les étrangers en situation irrégulière, même mineurs, sous un régime d'exception : internement à la discrétion du pouvoir, faiblesse des droits de la défense, bannissement.

Comment concevoir qu'une institution censée incarner la démocratie à l'échelle de l'Union européenne envisage d'infliger un tel traitement à une fraction de sa population ?

D'avantage encore que chacun des Parlements nationaux des Etats de l'Union, le Parlement européen a une responsabilité devant l'histoire. Du fait de son existence récente, il n'a pas été mêlé aux déchirements et aux tyrannies du passé européen. Il incarne au contraire un certain idéal, en rupture avec les conflits et les dictatures qui ont trop souvent marqué l'Europe. Sous peine de disqualifier son institution, le Parlement ne doit pas adopter ce projet de directive.

Article paru dans l'édition du journal Le Monde du 07.06.08



Merci à Tardi

Vous souhaitez en savoir plus sur SUD Culture Solidaires, son projet, ses statuts, ses tarifs d'adhésion?

Contactez-nous au 01 40 15 82 68 / fax : 01 40 15 85 99 / courriel : sud@culture.fr

www.sud-culture.org